

Pénurie de bras pour les professionnels du social

Le secteur peine plus que jamais à recruter. Dans la région, 1 300 postes sont à pourvoir. Vite. Plusieurs associations s'unissent pour alerter « avant qu'il n'y ait des drames ».



1 300 postes sont à pourvoir dans les établissements.

PHOTO : ARCHIVES RÉMY CHANTELOUP, OUEST-FRANCE

« Hémorragie », « crise invisible », « souffrance à bas bruit », « au pied du mur »... Autour de la table, les professionnels du secteur ne mâchent pas leurs mots : les métiers sanitaires, sociaux et médico-sociaux, sont en grande difficulté. Manque de reconnaissance, recrutements à la peine, absentéisme à la hausse... Les équipes sont épuisées et « se disent méprisées, un mot qu'on n'avait jamais entendu dans notre sec-

teur », alerte Katy Lemoigne, qui dirige une association de protection de l'enfance en Mayenne.

Le problème n'est pas nouveau, mais a été aggravé par la crise sanitaire et par « le scandale du Ségur de la santé, injuste pour certains métiers oubliés qui n'ont pas été revalorisés », pointe Marc Marhadour, délégué régional de l'organisation professionnelle Nexem. Encore plus qu'avant la crise, les métiers du social « souffrent d'un problème d'image : les salaires sont bas, les conditions de travail difficiles. La vocation ne suffit plus à attirer », continue Marc Marhadour. Résultat : la main-d'œuvre devient rare et les reconversions nombreuses.

Jean-Yves Gélénier, directeur d'une maison d'accueil spécialisée en Mayenne, a par exemple vu partir « deux anciens stagiaires, aides-soignants diplômés, devenus maçons pour gagner quelques centaines d'euros par mois en plus et faire vivre leur famille ».

« C'est un cercle vicieux »

Cette hémorragie de main-d'œuvre est confirmée par les statistiques régionales de Pôle Emploi : 1 298 postes sont à pourvoir actuellement dans le secteur, qui emploie près de 50 000 salariés dans la région. « Cer-

taines associations ont des centaines de postes vacants (aides-soignants, infirmiers) et sont contraintes de fermer des services », rapporte Éric Duprez, vice-président de l'Uriopss Pays de la Loire. Depuis janvier 2021, dans la région, 75 structures ont déjà dû supprimer des accompagnements, faute de personnel.

« C'est un cercle vicieux : faible salaire, faible attrait, manque de personnel, donc report de la charge de travail sur les salariés présents, et usure professionnelle, qui entraînent des arrêts et démissions qu'on n'arrive plus à pallier », résume Jean-Yves Gélénier, également représentant régional de la Croix-Rouge. On passe des annonces partout mais cela ne suffit pas. »

Les Pays de la Loire sont d'autant plus en tension sur ces emplois que le taux de chômage régional est relativement faible (6,7 % au second trimestre 2021, le second plus bas de France derrière la Bretagne). « Cela veut dire que les demandeurs d'emploi ont le choix entre plusieurs secteurs qui recrutent et n'iront pas au moins offrant », résume Marc Marhadour.

Derrière les questions d'effectifs (lire ci-dessous), les professionnels rappellent les enjeux humains. « Quand on n'arrive pas à recruter des aides à domicile, concrètement,



Plusieurs acteurs des secteurs sanitaires, sociaux et médico-sociaux des Pays de la Loire alertent sur une pénurie de bras qui menace des métiers essentiels.

PHOTO : OUEST-FRANCE

ça veut dire que des personnes âgées ou handicapées ne peuvent pas se lever le matin ni aller aux toi-

lettes de la journée, souligne Étienne Valois, de l'Association des paralysés de France. Cela pose de vraies ques-

tions en termes de défense des droits des plus fragiles. » Marie COURVASIER.

Dans le médico-social, l'agence d'intérim Ettic porte bien son nom

Entretien

Yann Largeaud.

Éducateur spécialisé ; ex-chef de service dans un Institut médico-éducatif pour enfants et ados atteints de déficience intellectuelle ; fondateur, après avoir connu onze employeurs, de l'agence d'intérim coopérative Ettic.



« Le secteur est l'un des plus consommateurs en CDD en France. »

PHOTO : OUEST-FRANCE

pour cette raison que notre agence a un statut très particulier. C'est une société coopérative d'intérêt collectif et, chez Ettic, nous sommes à gestion désintéressée. Nous ne faisons pas de profit. Par conséquent, nous sommes exonérés de TVA. Le coût de l'intérim chez nous est très inférieur. En revanche, nous ne pouvons pas travailler avec le privé.

Ce problème de recrutement dans le social et le médico-social est endémique ?

Oui puisque c'est l'un des secteurs les plus consommateurs de CDD en France. En termes de besoins de remplacement, il n'est pas loin derrière la grande distribution et l'hôtellerie. Pourtant, on trouve peu de demandes ou d'offres à Pôle emploi, ou sur les plates-formes digitales pour l'emploi qui connaissent mal ces métiers.

Quels sont-ils ?

80 % des besoins des associations avec lesquelles on travaille se concentrent sur quelques profils : aides-soignants, accompagnants éducatifs et sociaux, infirmiers, surveillants de nuit, éducateurs spécialisés et moniteurs éducateurs. Depuis févri-

er 2021, nous n'arrivons plus à répondre à toutes les demandes de recrutement. Il y a plein de postes vacants dans les établissements.

C'est l'effet pervers des accords du Ségur, qui a accordé des augmentations de salaires seulement au personnel en Ehpad et hôpitaux ?

« Certains établissements font appel à nous tous les jours. »

PHOTO : OUEST-FRANCE



En partie oui, et c'est très mal vécu par les professionnels qui travaillent dans le handicap ou la protection de l'enfance. Ces gens qui ont tenu la baraque pendant les confinements, auxquels on a demandé de venir même lorsqu'ils étaient eux-mêmes malades du Covid. Ils n'ont jamais été applaudis. Pourtant ils étaient là, auprès des gamins, avec des conditions de travail parfois très dures. L'éducatif, c'est une sphère invisible, qui n'existe nulle part pour l'opinion.

Il y a eu des départs ?

Avant le Ségur, beaucoup de salariés quittaient les Ehad car ils étaient confrontés à une perte de sens de leur métier, pour intégrer le milieu du handicap. Ils venaient vers nous. Depuis février, c'est le mouvement inverse. Beaucoup retournent vers le grand âge à cause de la prime. On n'arrive plus à recruter. Certains établissements font appel à nous tous les jours.

Comment postuler chez vous ?

Il est possible de venir nous rencontrer en agences, à Basse-Goulaine, Laval, Le Mans, Angers, La Roche-sur-Yon avant la fin de l'année, Blois en octobre. Il est aussi possible de s'inscrire directement sur le site ettic.org. Chaque candidat peut se voir proposer des missions d'intérim et a aussi accès aux offres des autres associa-

tions du médico-social membres coopérateurs d'Ettic. Il a aussi droit aux avantages sociaux d'Ettic, tels que des facilités pour les gardes d'enfants.

Les offres d'emploi sont réservées aux coopérateurs ?

Non, depuis la crise Covid, par solidarité, nous avons rendu nos fichiers accessibles à tous les établissements du médico-social qui nous le demandent. Et les besoins explosent ! C'est un cercle vicieux : à cause des postes vacants, les salariés qui restent sont en souffrance, beaucoup craquent. Nous venons d'embaucher trois personnes pour aller à la sortie des formations, des écoles, pour aller chercher les professionnels qui nous manquent. On en est là.

Recueilli par Agnès CLERMONT.

À quel moment vous êtes vous dit qu'il fallait agir autrement que sur le terrain éducatif ?

Il y a cinq ans, un peu avant de quitter mon poste de chef de service dans un Institut médico-éducatif (IME), je venais de vivre un lundi matin désastreux, avec onze salariés absents au planning. Épidémie de gastro-entérite. Onze sur cinquante. On risquait de fermer si on ne trouvait pas immédiatement des remplaçants. Moi, j'avais juste cinq noms à contacter. Et un classeur dans un coin avec des candidatures spontanées. La misère. J'en ai été réduit à téléphoner aux voisins, aux copains, partout. Et j'ai compris que le premier qui répondait, je lui demanderais d'être là le lendemain. Il est arrivé un moment où je ne me posais même plus la question de sa compétence.

Un cas exceptionnel ?

Non. J'en ai parlé à mes homologues par la suite. Ils m'ont dit, tu sais, on fait tous comme toi. Et puis, il y a eu ce jour où j'ai remercié quelqu'un à midi parce que, vraiment, il ne convenait pas. Ça ne pouvait plus durer. Je savais par ailleurs que d'autres que moi songeaient à monter une plateforme d'aide au recrutement pour le médico-social. C'était le cas entre autres de Marc Marhadour, actuel président d'Ettic. Il était à l'époque directeur général de l'Adapei de Loire-Atlantique. On s'y est mis ensemble.

Vous ne faisiez pas appel aux agences d'intérim classiques ?

Leurs services sont généralement beaucoup trop chers pour les budgets du médico-social, très serrés, alimentés en grande partie ou en totalité par les collectivités et (ou) l'État. C'est

La présidente dans la peau d'une non-voyante

Pour promouvoir une application qui améliorerait le déplacement des personnes à mobilité réduite, la présidente de la Région s'est laissée guider dans le noir, dans les rues du Mans.

Reportage

« Scénario simple. Vous arrivez place de la République au Mans, vous êtes non-voyant, vous devez aller chez le coiffeur, puis direction la médiathèque, dans le bas de la rue du Port. » Augustin Le Verdier, de Positiv'Mans, association d'aide aux personnes en situation de handicap, propose une paire de lunettes noires à Christelle Moranaïs. La présidente de la Région Pays de la Loire joue le jeu. But de l'exercice ? Vanter les mérites d'une appli déjà opérationnelle à Grenoble, Lyon et Clermont-Ferrand.

« Aujourd'hui, on a l'intérêt de la Région et le soutien de Le Mans Métropole », se réjouit le Grenoblois Sébastien Guillon, cofondateur de l'association Andiamo, conseiller technique de l'appli Positiv'Mans, qui est en cours de financement. Christelle Moranaïs écoute son guide du jour, David Bigot, un non-voyant, de l'association Visuel'Mans : « On commence par écouter son environnement. Le bruit, ici, m'indique un manège tout près. J'écoute s'il y a de la circulation. » Marchant à tâtons, Christelle Moranaïs tente de se rassurer :

« Vous ne me lâchez pas, hein ? »

Le duo se dirige vers la première intersection, avec la rue du Docteur-Leroy. « Rien ne m'indique que j'arrive à un carrefour », pointe David, balayant la chaussée avec sa canne blanche. La plupart du temps, dans les villes, on trouve des bandes d'éveil à la vigilance. « Nouvelle intersection. « Je sais qu'elle existe grâce au bruit de ma canne sur un poteau. Mais je ne suis que dans la supposition », grimace David.

L'appli repère les travaux

Le parcours du combattant continue devant le salon de coiffeur, au 15, rue du Port, chez Annabelle. « Déjà, je ne peux pas rentrer », glisse depuis son fauteuil Stéphanie Simon, représentante APF France Handicap. La coiffeuse sort une rampe amovible. « Il faudrait le logo d'un fauteuil sur la vitrine », suggère Stéphanie. « Ça valoriserait tous ces commerces qui font l'effort de l'accessibilité », ajoute Sébastien Guillon, qui voit derrière cette démarche une manière de cartographier la Ville pour son appli.

Plus loin, un fourgon blanc est stationné au milieu d'un passage pié-



Christelle Moranaïs joue le jeu et porte des lunettes aux verres sombres, guidée par David Bigot, non-voyant de l'association Visuel'Mans. PHOTO : OUEST-FRANCE

ton. « Là, normalement, notre plateforme ne vous ferait pas passer par là car il y a des travaux », indique Augustin. La médiathèque pointe à l'horizon. Un grand carrefour reste à franchir. David sort un boîtier de sa poche qui déclenche l'alarme du feu tricolore. « Rouge piéton », crie une voix métallique. « Je ne sais pas trop si on peut traverser », tâtonne David,

un peu stressé. « Tous les élus en charge de l'urbanisme devraient un jour vivre cette expérience car on ne se rend pas compte de toutes ces difficultés », lâche Christelle Moranaïs. Et encore, les lunettes qu'on me fait porter ne sont pas totalement noires ! »

Thierry SOUFFLARD.



KENT STATE
Derf Backderf
Cà-et-là



JOURS DE SABLE
Aimée De Jongh
Dargaud



LES AMANTS D'HEROUVILLE
Yann Le Quellec
et Romain Ronzeau
Delcourt



Ballade pour Sophie
Felipe Melo
et Juan Cavia
Paquet



Le spectateur
Théo Grosjean
Soleil

Quai des Bulles 2021
5 albums encore en compétition.
Il n'en restera qu'un !



